

Bien que la plupart des pays de l'OCDE aient instauré une couverture universelle (ou quasi-universelle) pour un ensemble fondamental de services de santé, qui comprend habituellement les consultations médicales et les soins hospitaliers, des problèmes d'accessibilité physique ou financière font parfois obstacle à l'utilisation des services de santé.

Les coûts élevés des traitements peuvent entraver l'accès aux soins ou être à l'origine de difficultés financières lors du recours aux services de santé. La part du système de santé d'un pays financée par les paiements directs (le reste à charge) donne une idée générale du degré de protection financière offerte par ce système. En 2018, en moyenne, les paiements directs représentaient 20 % des dépenses de soins de santé totales, une proportion qui est restée stable depuis 2014. La France (9 %), le Luxembourg (10 %), les Pays-Bas et les États-Unis (11 %) étaient les pays dans lesquels la part du reste à charge des patients était la plus faible, tandis que c'est au Mexique (41 %), en Lettonie (39 %) et en Grèce (36 %) que cette part était la plus élevée. La Pologne (-3 points de pourcentage) a enregistré la baisse la plus importante de la part du reste à charge dans les dépenses de santé totales, bien que cette part reste légèrement supérieure à la moyenne de l'OCDE ; en comparaison, cette proportion est restée relativement stable dans la plupart des autres pays de l'OCDE (Graphique 14.4)

La part des besoins médicaux non satisfaits a augmenté en 2020 par rapport aux années précédentes. Par exemple, selon les enquêtes International Health Policy Survey du Commonwealth Fund portant en moyenne sur 11 pays de l'OCDE, en 2016, 14,5 % de la population rencontrait des difficultés financières pour accéder aux soins de santé (en renonçant à des visites chez le médecin, à des examens, à des suivis ou encore à des médicaments prescrits). En 2020, cette proportion a augmenté pour passer à 15,8 % (Commonwealth Fund, 2020). Selon une enquête européenne réalisée durant l'été 2020, en moyenne, 22 % des personnes interrogées ont eu des besoins de soins médicaux non satisfaits pendant la première vague de la pandémie de COVID-19 dans les pays de l'OCDE-UE. Les populations de la Hongrie, de la Lituanie (37 %) et du Portugal (35 %) affichaient le taux le plus élevé de besoins en soins médicaux non satisfaits, une proportion environ trois fois plus importante qu'en Allemagne, en Finlande et au Danemark (Graphique 14.5). Dans les pays pour lesquels des informations sont disponibles, la principale raison du renoncement aux traitements était l'annulation de rendez-vous du fait de la pandémie (91 % en Lituanie et 88 % en Hongrie, par exemple).

Les consultations en ligne et par téléphone ont joué un rôle prépondérant dans la fourniture des soins de santé pendant la première vague de la pandémie de COVID-19 au printemps 2020. En moyenne, 47 % des personnes interrogées dans les pays de l'OCDE-UE ont reçu des prescriptions médicales (par exemple de produits pharmaceutiques) en ligne ou par téléphone, et 32 % ont bénéficié de consultations médicales via ces canaux. La Hongrie (66 %), l'Italie (60 %) et la République slovaque (57 %) sont les pays où la proportion de personnes interrogées ayant reçu des prescriptions en ligne ou par téléphone ressort la plus forte, et c'est en France (27 %), en Grèce (28 %) et en Allemagne (31 %) que cette proportion ressort la plus faible. L'Espagne (48 %), la Slovaquie (44 %) et la Lituanie (41 %) sont les pays où la proportion de la population ayant déclaré avoir bénéficié de consultations en ligne ou par téléphone ressort la plus élevée, et l'Allemagne (17 %), la France (22 %) et l'Italie (23 %) sont ceux où elle ressort la plus faible (Graphique 14.6).

Méthodologie et définitions

Les paiements directs sont les coûts supportés par les patients directement sur leurs revenus lorsque les services ou traitements médicaux ne sont pas inclus dans les prestations collectivement financées proposées par les régimes d'assurance maladie publics ou privés, ou qu'ils ne sont que partiellement inclus (tickets modérateurs). Ils comprennent également des estimations des paiements informels aux prestataires de soins de santé dans certains pays.

Les données relatives aux besoins de soins non satisfaits et à l'accès aux services médicaux en ligne et par téléphone proviennent de l'enquête « Living, working and COVID-19 » d'Eurofound, qui a été réalisée en ligne en deux temps, sur avril 2020 d'une part, et sur juillet 2020 d'autre part. Dans le cadre de cette enquête menée dans les 27 pays membres de l'UE, 87 477 réponses ont été recueillies en s'appuyant sur une méthode d'échantillonnage non probabiliste puis pondérées selon les caractéristiques de la population de chaque pays (age, sexe, niveau d'éducation et niveau d'urbanisation auto-attribué).

Pour en savoir plus

Eurofound (2020), « Living, working and COVID-19 », COVID-19 series, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.

Fonds du Commonwealth (2020), Income-Related Inequalities in Affordability and Access to Primary Care in Eleven High-Income Countries, <https://www.commonwealthfund.org/publications/surveys/2020/dec/2020-international-survey-income-related-inequalities>.

OCDE/Union européenne (2020), *Health at a Glance: Europe 2020: State of Health in the EU Cycle*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/82129230-en>.

Oliveira Hashiguchi, T. (2020), « Bringing health care to the patient: An overview of the use of telemedicine in OECD countries », *Documents de travail de l'OCDE sur la santé*, n° 116, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/8e56ede7-en>.

Notes relatives aux graphiques

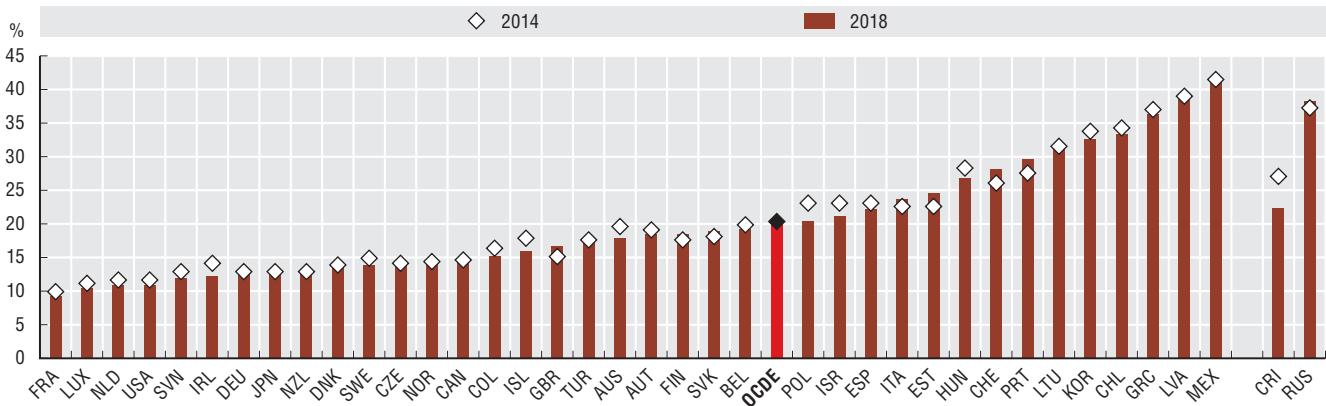
14.4 Les données sur l'Australie portent sur l'année 2017 et non 2018. Les données sont classées par ordre croissant, de la part la plus faible à la part la plus élevée des paiements volontaires et directs.

Les données en 14.5 et 14.6 concernent uniquement les pays de l'OCDE UE

14.5 Les données relatives aux besoins de soins non satisfaits indiquent le pourcentage de personnes interrogées ayant répondu « oui » à la question « Depuis le début de la pandémie, avez-vous eu besoin d'un examen ou d'un traitement médical que vous n'avez pas reçu ? ».

14.6 Les données indiquent le pourcentage de personnes interrogées ayant répondu « oui » à la question « Depuis le début de la pandémie, avez-vous bénéficié de l'un des services suivants de la part d'un médecin ? »

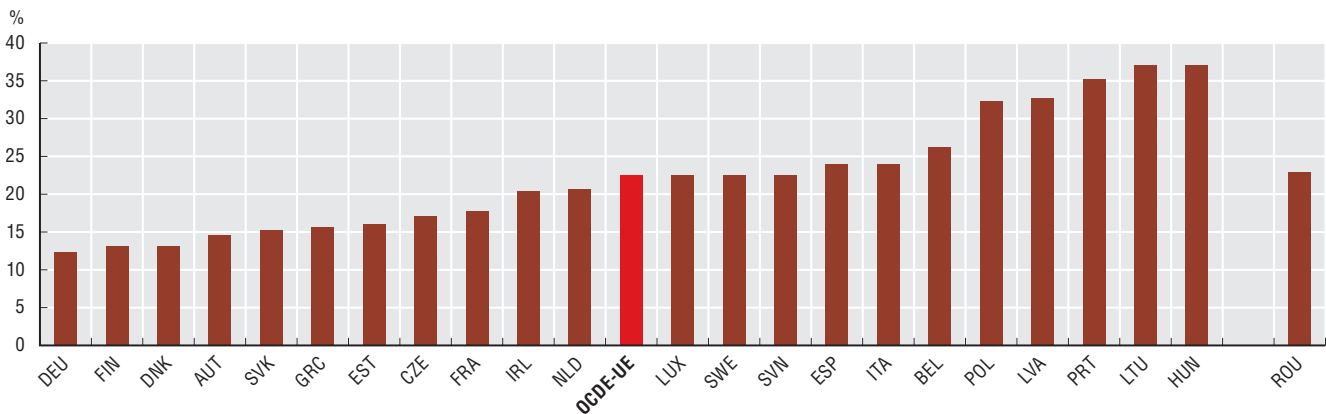
14.4. Paiements directs en proportion des dépenses de santé totales, 2014 et 2018



Source : Statistiques sur la santé de l'OCDE (2020) (base de données).

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934265203>

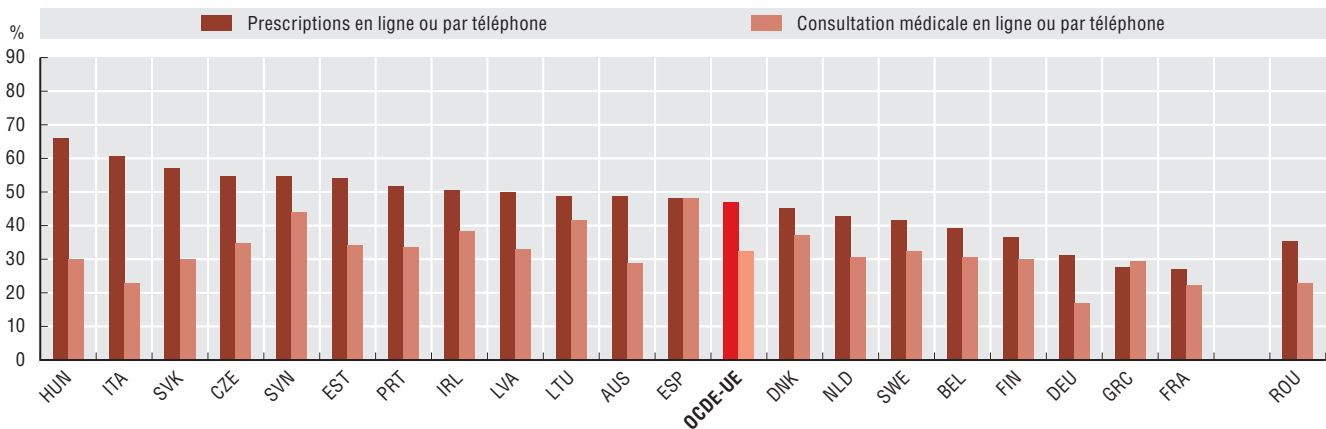
14.5. Pourcentage de la population ayant renoncé à des soins de santé depuis le début de la pandémie, 2020



Source : Eurofound (2020), ensemble de données « Living, working and COVID-19 »

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934265222>

14.6. Population ayant bénéficié de services de soins de santé en ligne et par téléphone depuis le début de la pandémie, 2020



Source : Eurofound (2020), ensemble de données « Vivre, travailler et COVID-19 »

StatLink <https://doi.org/10.1787/888934265241>



Extrait de :
Government at a Glance 2021

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/1c258f55-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Accès aux soins de santé », dans *Government at a Glance 2021*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/70d4f60b-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.